



# Rapport sur le suivi donné aux résolutions de l'Assemblée annuelle 2002 des membres de la Région de l'Ontario

---

## **R1 Bien réussir la réforme des programmes de coopératives de l'Ontario**

Cette résolution a été adoptée telle que présentée par le Conseil de l'Ontario. Elle voulait que la Région de l'Ontario demande à la province de modifier les règlements afférents à la *Loi sur la réforme du logement social* (LRLS) pour répondre à certaines préoccupations des coopératives au sujet du nouveau programme. Elle demandait également à la Région de profiter de la prochaine campagne électorale provinciale pour obtenir l'engagement des partis politiques de modifier la *LRLS* en vue d'améliorer le programme.

À la suite des pressions exercées par la Région de l'Ontario et d'autres, le ministère des Affaires municipales et du Logement a accepté de procéder à un examen complet des règlements. Le Ministère a demandé aux municipalités de consulter les coopératives et les fournisseurs de logements sans but lucratif dans leur région au sujet des changements à recommander. Pour aider les coopératives à participer à ces échanges, la Région de l'Ontario a préparé un numéro d'*Info-transfert* décrivant les principaux changements que les coopératives veulent obtenir. Le personnel a également appuyé les coopératives lors de la plupart des rencontres avec les municipalités.

Par ailleurs, la Région de l'Ontario a conclu une entente avec l'Association du logement sans but lucratif de l'Ontario et les municipalités au sujet des modifications que tout le monde pourrait accepter et nous avons envoyé un document conjoint au Ministre en octobre. La Région de l'Ontario a également envoyé son propre document demandant d'autres modifications qui préoccupaient particulièrement les coopératives. En mars, le personnel a répondu à un sommaire préparé par le Ministère décrivant toutes les recommandations qu'il avait reçues. Nous avons demandé à la province de faire les changements aux règlements, en commençant par ceux qui avaient le plus d'appuis.

Comme le demandait la résolution à l'AGA, la Région de l'Ontario se prépare à profiter de la prochaine campagne électorale provinciale pour faire connaître les préoccupations des coopératives au sujet du nouveau programme et essayer d'obtenir un engagement du prochain gouvernement en vue de modifier la *Loi sur la réforme du logement social* pour y répondre.

Cette année, le Conseil de l'Ontario présentera une résolution à l'assemblée des membres au sujet de la campagne électorale provinciale et de la façon dont nous pouvons l'utiliser pour attirer l'attention sur les préoccupations des coopératives concernant la *LRLS*.

Depuis l'AGA, la plupart des ressources de la Région de l'Ontario ont été utilisées pour aider les coopératives provinciales à réussir la transition vers l'administration municipale. Notre travail en vue de convaincre la province d'améliorer les règles du programme s'inscrit dans cet effort global. Le personnel estime que la Région de l'Ontario a consacré environ 20 000 \$, y compris en temps du personnel, pour mettre en oeuvre la résolution R1.

## **R2 Nouvelle aide financière fédérale-provinciale pour les coopératives d'habitation**

Cette résolution a été adoptée telle que présentée par le Conseil de l'Ontario. Elle voulait que la Région de l'Ontario et les membres de l'Ontario demandent aux gouvernements provincial et fédéral de consacrer plus d'argent au logement abordable et de faire des changements à l'entente fédérale-provinciale sur le logement annoncée le 30 mai, afin d'offrir des logements communautaires à prix abordables à long terme. Elle demandait également aux membres de travailler de concert avec les municipalités en vue d'appuyer le développement d'autres coopératives d'habitation.

La Région de l'Ontario a travaillé avec le personnel du bureau national en vue d'effectuer du lobbying auprès du ministre fédéral du Logement, de son secrétaire parlementaire et des députés fédéraux de l'Ontario pour obtenir des changements à l'entente de logement conclue avec l'Ontario, afin que celle-ci soit plus efficace pour les coopératives. Nous avons également travaillé avec les responsables provinciaux du logement pour essayer d'obtenir des améliorations au programme. Nous avons ainsi réussi à convaincre les gouvernements d'abandonner l'exigence que les coopératives contribuent leur propre mise de fonds. Mais il reste encore des problèmes majeurs avec le programme de logement abordable annoncé en décembre qui devront être réglés avant que nous puissions l'utiliser pour construire des coopératives d'habitation.

La Région de l'Ontario a continué d'attirer l'attention sur les problèmes que pose le programme de logement abordable et les solutions que nous proposons. À cet égard, nous avons travaillé avec les médias après l'annonce de décembre et présenté un mémoire dans le cadre des audiences prébudgétaires à la législature de l'Ontario demandant des changements au programme et un financement à long terme pour les coopératives d'habitation et les fournisseurs de logements sans but lucratif.

Nous avons également travaillé avec les partis d'opposition à Queen's Park pour essayer de les convaincre d'inclure le logement abordable dans leur plateforme électorale. Les Libéraux et les Néo-démocrates ont fait des promesses électorales à ce sujet. La documentation pour la campagne électorale préparée par la Région de l'Ontario attirera l'attention sur notre demande en vue de bâtir d'autres coopératives d'habitation.

Nous avons également travaillé avec le personnel du bureau national pour essayer d'influencer la façon dont le financement additionnel pour le logement abordable annoncé dans le récent budget fédéral sera utilisé en Ontario. Nous espérons rencontrer d'ici quelques semaines des représentants du gouvernement fédéral pour discuter de cette question.

Le personnel de la Région de l'Ontario a aidé directement plusieurs coopératives de la province avec leurs plans de développement, notamment en leur offrant un soutien lors de rencontres avec des députés provinciaux et des responsables municipaux.

Cette année, le Conseil de l'Ontario présentera une résolution à l'assemblée des membres au sujet de la prochaine campagne électorale provinciale et de la façon dont nous pouvons l'utiliser pour obtenir des appuis pour les coopératives d'habitation.

Le personnel estime que la Région de l'Ontario a dépensé environ 15 000 \$, y compris le temps du personnel, pour mettre en oeuvre la résolution R2.